30 December 1963

To: Dr. Ralph J. Bunche, Under-Secretary for Special Political Affairs

From: S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations

Subject: Transfer of bases

With reference to my cable No. D-831 of 30 December 1963, I enclose herewith copies of the Notes Verbales of the same date addressed to the Congolese Foreign Ministry and the Belgian Embassy in Leopoldville respectively.

N/Réf: GVT/496/63

La Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo et, se référant à sa note N° 1341/07633, en date du 18 décembre 1963, concernant le transfert des Bases de Kamina et de Kitona, a l'honneur de porter à sa connaissance ce qui suit:

L'Organisation des Nations Unies accepte la procédure proposée par le Gouvernement de la République du Congo, tendant à la réunion d'une commission tripartite, composée de représentants du Gouvernement congolais, du Gouvernement belge et de l'ONU pour déterminer les modalités de la remise-reprise des bases. Il est bien entendu que les négociations ne devront pas porter sur la question du contentieux entre le Congo et la Belgique d'une part et entre la Belgique et l'ONU de l'autre, ni être liées à cette question.

.../

Ministère des Affaires étrangères
de la République du Congo

LEOPOLDVILLE

La délégation de l'ONU à la commission proposée sera composée des trois membres suivants:

M. Rémy Gorgé, Conseiller juridique principal et Conseiller politique de l'ONUC;

Le Général de brigade J.A. Dextraze, Chef d'Etat-Major de la Force des Nations Unies au Congo;

M. Roger Polgar, Chef adjoint des Services administratifs de l'ONUC.

La Mission des Nations Unies attacherait du prix à connaître le plus tôt possible la composition des délégations congolaise et belge, ainsi que la date à laquelle les négociations proposées pourront commencer à Léopoldville.

Léopoldville, le 30 décembre 1963

La Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique à Léopoldville et, se référant à la question du transfert des bases de Kamina et de Kitona, a l'honneur de communiquer à l'Ambassade, à titre d'information, le message en date du 18 décembre 1963 que lui a adressé le Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo ainsi que sa réponse à ce message en date du 30 décembre 1963.

Ainsi qu'il est indiqué dans cette réponse la Mission des Nations Unies a accepté la procédure proposée par le Gouvernement congolais tendant à la réunion d'une commission tripartite pour déterminer les modalités de la remise - reprise des bases, étant entendu que les négociations proposées ne porteront pas sur la question du contentieux et ne seront pas liées à cette question.

La Mission des Nations Unies a d'orès et déjà désigné sa délégation à la dite Commission. Elle attacherait du prix à connaître le plus tôt possible la composition de la délégation belge à la Commission et éspère que le négotiations pourront commencer par les plus brefs délais.

Léopoldville, le 30 décembre 1963

Ambassade de Belgique
LEOPOLDVILLE

N/Réf: GVT/496/63

La Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo et, se référant à sa note N° 1341/07633, en date du 18 décembre 1963, concernant le transfert des Bases de Kamina et de Kitona, a l'honneur de porter à sa connaissance ce qui suit:

L'Organisation des Nations Unies accepte la procédure proposée par le Gouvernement de la République du Congo, tendant à la réunion d'une commission tripartite, composée de représentants du Gouvernement congolais, du Gouvernement belge et de l'ONU pour déterminer les modalités de la remise-reprise des bases. Il est bien entendu que les négociations ne devront pas porter sur la question du contentieux entre le Congo et la Belgique d'une part et entre la Belgique et l'ONU de l'autre, ni être liées à cette question.

.../

Ministère des Affaires étrangères
de la République du Congo

LEOPOLDVILLE

La délégation de l'ONU à la commission proposée sera composée des trois membres suivants:

M. Rémy Gorgé, Conseiller juridique principal et Conseiller politique de l'ONUC;

Le Général de brigade J.A. Dextraze, Chef d'Etat-Major de la Force des Nations Unies au Congo;

M. Roger Polgar, Chef adjoint des Services administratifs de l'ONUC.

La Mission des Nations Unies attacherait du prix à connaître le plus tôt possible la composition des délégations congolaise et belge, ainsi que la date à laquelle les négociations proposées pourront commencer à Léopoldville.

Léopoldville, le 30 décembre 1963

N/Réf: GVT/49C/63

Kamina

Message du représentant de l'ONUC à Kamina

23 décembre 1963

M. Kasongo Niembo a été transporté à l'hôpital le 22 décembre pour troubles cardiaques. De plus, il s'affaiblit car, suivant la coutume, il ne peut manger en présence d'autres personnes. Un garde de l'ANC est constamment dans sa chambre et il n'a donc pas mangé depuis trois jours. La situation est calme mais tendue.

Kamina.

21 December 1963

To: Dr. Ralph J. Bunche, Under-Secretary for Special Political Affairs, United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge

Subject: Transfer of the bases of Kamina and Kitona

With reference to my cable D-807 of 21 December, I enclose herewith copies of the Note Verbale dated 18 December 1963 from the Congolese Foreign Ministry to ONUC, and of its annex.

Copies porchet NY 21 Dec.
D 807 18. 12. 63

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Ministère des Affaires Etrangères

N° 1341/ 07633

DEC 20 1963

c/ Kamina.

V/N° Réf :

Objet :

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo présente ses compliments à la Mission des Nations Unies au Congo et a l'honneur de porter à sa connaissance ce qui suit:

Le Gouvernement de la République du Congo a été informé, par la note 418/63 du 26 juillet 1963, que le Secrétaire Général des Nations. Unies estimait que la disposition des Bases de Kitona et de Kamina ne présentait plus un caractère de nécessité pour l'exécution de la mission d'assistance de l'Organisation des Nations Unies au Congo, et qu'il était près à se dessaisir de ces Bases, conformément aux clauses d'un accord à conclure entre les Gouvernement belge et congolais.

Par ailleurs le Gouvernement congolais a été informé par l'Ambassade de Belgique à Léopoldville que le Gouvernement belge, de son côté,avait l'intention de remettre les dites bases, dès que possible,au Gouvernement congolais et de se mettre d'accord avec celui-ci sur les modalités de cette remise.

Dans sa réponse à l'Ambassade de Belgique en date du 11 décembre 1963 dont copie en annexe, le Gouvernement congolais a noté avec satisfaction l'intention du Gouvernement belge de lui remettre les bases de Kamina et Kitona, dès que possible, et a exprimé l'espoir que cette remise pourrait s'effectuer dans un proche avenir. Il a estimé que la meilleure méthode pour arrêter d'un commun accord les modalités de cette remise serait de le faire par des négociations tripartites entre les représentants de l'Organisation des Nations Unies, du Gouvernement belge, et du Gouvernement congolais. Il a donc proposé que les trois parties désignent chacune une délégation composée de trois membres et que les délégations ainsi désignées se réunissent à Léopoldville dans les meilleurs délais aux fins d'arrêter les modalités de la remise.

Le Gouvernement congolais est convaincu que l'Organisation des Nations Unies ne soulèvera pas d'objection à la procédure proposée. Il sera reconnaissant à la Mission des Nations Unies au Congo de bien vouloir lui faire savoir la composition de sa délégation et la date à laquelle les négociations

./..

proposées pourront commencer.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit saisit cette occasion pour renouveler à la Mission des Nations Unies au Congo les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le

A LA MISSION DES NATIONS

UNIES AU CONGO

A

LEOPOLDVILLE/KALINA.-

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
GOUVERNEMENT CENTRAL

Annexe

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique à Léopoldville et, se référant à la note No 8647 de l'Ambassade, en date du 28 novembre 1963, concernant la remise des Bases de Kamina et de Kitona, a l'honneur de lui faire connaître ce qui suit:

Le Gouvernement congolais note avec satisfaction l'intention du Gouvernement belge de lui remettre les Bases de Kamina et de Kitona dès que possible, et exprime l'espoir que cette remise pourra s'effectuer dans un proche avenir.

Le Gouvernement congolais estime que la meilleure méthode pour arrêter d'un commun accord les modalités de cette remise serait de le faire par des négociations tripartites entre les représentants du Gouvernement belge, de l'Organisation des Nations Unies et du Gouvernement congolais. Il propose donc que les trois parties désignent chacune une délégation composée de trois membres et que les délégations ainsi désignées se réunissent à Léopoldville dans les meilleurs délais aux fins d'arrêter les modalités de la remise.

Le Gouvernement congolais serait reconnaissant au Gouvernement belge s'il voulait bien lui faire savoir la composition de sa délégation et la date à laquelle les négociations proposées pourront commencer.

C/Kamina

Annexe

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique à Léopoldville et, se référant à la note No 8647 de l'Ambassade, en date du 28 novembre 1963, concernant la remise des Bases de Kamina et de Kitona, a l'honneur de lui faire connaître ce qui suit:

Le Gouvernement congolais note avec satisfaction l'intention du Gouvernement belge de lui remettre les Bases de Kamina et de Kitona dès que possible, et exprime l'espoir que cette remise pourra s'effectuer dans un proche avenir.

Le Gouvernement congolais estime que la meilleure méthode pour arrêter d'un commun accord les modalités de cette remise serait de le faire par des négociations tripartites entre les représentants du Gouvernement belge, de l'Organisation des Nations Unies et du Gouvernement congolais. Il propose donc que les trois parties désignent chacune une délégation composée de trois membres et que les délégations ainsi désignées se réunissent à Léopoldville dans les meilleurs délais aux fins d'arrêter les modalités de la remise.

Le Gouvernement congolais serait reconnaissant au Gouvernement belge s'il voulait bien lui faire savoir la composition de sa délégation et la date à laquelle les négociations proposées pourront commencer.

Kamina 2

N/Réf: GVT/490/63

Message du représentant de l'ONUC à Kamina

23 décembre 1963

M. Kasongo Niembo a été transporté à l'hôpital le 22 décembre pour troubles cardiaques. De plus, il s'affaiblit car, suivant la coutume, il ne peut manger en présence d'autres personnes. Un garde de l'ANC est constamment dans sa chambre et il n'a donc pas mangé depuis trois jours. La situation est calme mais tendue.

RÉPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINUTE

Léopoldville, 1341/- 07633

URGENT

Objet :

Evacuation par ONUC bases militaires.

C 306/L 4.

Minutée par :

Collationnée par

Nom et visa du Chef de Service

J.-P. TSHIMBALANGA

Nom et visa du Secrétaire Général

G. NGANDU.-

Visa du Secrétaire d'Etat

Le Ministère des Affaires Etrangère de la République du Congo présente ses compliments à la Mission des Nations Unies au Congo et a l'honneur de porter à sa connaissance ce qui suit:

Le Gouvernement de la République du Congo a été informé, par la note 418/63 du 26 juillet 1963, que le Secrétaire Général des Nations Unies estimait que la disposition des Bases de Kitona et de Kamina ne présentait plus un caractère de nécessité pour l'exécution de la mission d'assistance de l'Organisation des Nations Unies au Congo, et qu'il était prêt à se dessaisir de ces Bases, conformément aux clauses d'un accord à conclure entre les Gouvernement belge et congolais.

Par ailleurs le Gouvernement congolais a été informé par l'Ambassade de Belgique à Léopoldville que le Gouvernement belge, de son côté, avait l'intention de remettre les dites bases, dès que possible, au Gouvernement congolais et de se mettre d'accord avec celui-ci sur les modalités de cette remise.

Dans sa réponse à l'Ambassade de Belgique en date du 11 décembre 1963 dont copie en annexe, le Gouvernement congolais a noté avec satisfaction l'intention du Gouvernement belge de lui remettre les bases de Kamina et Kitona, dès que possible, et a exprimé l'espoir que cette remise pourra t s'effectuer dans un proche avenir. Il a estimé que la meilleure méthode pour arrêter d'un commun accord les modalités de cette remise serait de le faire par des négociations tripartites entre les représentants de l'Organisation des Nations Unies, du Gouvernement belge, et du Gouvernement congolais. Il a donc proposé que les trois parties désignent chacune une délégation composée de trois membres et que les délégations ainsi désignées se réunissent à Léopoldville dans les meilleurs délais aux fins d'arrêter les modalités de la remise.

Le Gouvernement congolais est convaincu que l'Organisation des Nations Unies ne soulèvera pas d'objection à la procédure proposée. Il sera reconnaissant à la Mission des Nations Unies au Congo de bien vouloir lui faire savoir la composition de sa délégation et la date à laquelle les négociations

MINUTE

RÉPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Léopoldville, le

proposées pourront commencer.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à la Mission des Nations Unies au Congo les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 18 déc

Minutée par :

Collationnée par

Nom et visa du Chef de Service

Nom et visa du Secrétaire Général

Visa du Secrétaire d'Etat

A LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO

LEOPOLDVILLE/KALINA.-

C/POL113(8)

La Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique à Léopoldville et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale No 8663 en date du 28 novembre 1963, concernant le transfert des Bases de Kamina et de Kitona, ainsi que d'une copie de la note verbale de la même date adressée par l'Ambassade au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo.

La Mission des Nations Unies prend note de l'information concernant l'arrivée prochaine à Léopoldville d'une délégation du Gouvernement de Belgique chargée de mettre au point les questions touchant le transfert des Bases. Elle a pris les dispositions nécessaires pour que des discussions tendant à la remise rapide des Bases au Gouvernement congolais puissent s'engager sans délai.

La Mission des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique les assurances de sa plus haute considération.

Léopoldville, le 11 décembre 1963.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO
UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

Ambassade de Belgique
Building "Le Cinquantenaire"
Léopoldville

Copies passed to NY 2 Dec.
Summary cabled to NY by D 763

AMBASSADE
DE
BELGIQUE

N° 8663

Léopoldville, le 28 NOV 1963

given for info to Howard
Force Commander
Ahmed 2/12/1963

CPOL 1/3 (7)

L'Ambassade de Belgique à Léopoldville présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies au Congo et a l'honneur de se référer à l'entretien que Monsieur le Représentant de l'ONUC a eu dernièrement avec Monsieur l'Ambassadeur de Belgique, au sujet des bases de Kitona, Banane et Kamina.

Les services de l'ONUC voudront bien trouver ci-jointe une copie de la note que l'Ambassade fait tenir au Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo, en ce qui concerne la remise desdites bases au Gouvernement congolais.

L'Ambassade se permet d'appeler, par ailleurs, l'attention des services de l'ONUC sur la nécessité d'établir, entre eux et les instances belges compétentes, certains contacts préalables à toute négociation éventuelle avec les autorités congolaises à ce sujet.

L'Ambassade de Belgique demande à son Gouvernement de prévoir l'arrivée à Léopoldville, dans un délai très rapproché, d'une délégation chargée de la mise au point de cette question et plus particulièrement d'étudier les modalités de remise - reprise des installations entre l'ONUC et la Belgique.

L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion pour renouveler à l'Organisation des Nations-Unies au Congo les assurances de sa plus haute considération.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
Building Royal,
Boulevard du 30 juin,
LEOPOLDVILLE

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

CONFIDENTIAL

TO: Mr. Carey Seward
Chief Administrative Officer
ONUC, Leopoldville

Date: 18 November 1963

FILE NO.:

THROUGH:

FROM: George Lansky, Acting Chief
Field Operations Service
Office of General Services

SUBJECT: Inventory of Belgian and United Nations Property - Kamina

Reference is made to your Code 6412 regarding the above.

Due to the volume of the records involved it is impossible to reproduce this information for you. It is, however, believed the following will provide a picture of the situation.

a) The only known complete inventory of Belgian-owned equipment on Bases in 1960 was contained in Wheeler report.

b) The United Nations took over only a small portionoof the Wheeler inventory as necessary for maintenance purposes for an approximate period of six months. This small portion has been re-billed to Belgium as part of ONUC cost of maintenance and protection. Therefore, it can be considered that all items listed in Wheeler inventory still on the Bases are Belgian Property.

c) The Belgians however sold off many items in 1960 and 1961 whichoONUC did not take over and unless Kamina and Kitona records reflect these actions none are available.

d) ONUC purchased supplemental maintenance and upkeep items to replenish stocks taken over from Belgium for maintenance and upkeep of the Bases. However, such items through 30 March 1963 have been included in United Nations claims against Belgium. A supplemental claim will be prepared from 30 March 1963 to date of turnover when claims are finally settled. Therefore, all items purchased by ONUC for maintenance can be considered Belgian property.

e) All heavy unmovable items such as machine tools, laundry, kitchen, messing, hospital equipment, etc., which were originally on the Bases are Belgian property.

f) ONUC property will for the most part include items of an operational nature which has been furnished to ONUC contingents assigned to the Bases, particularly the air support units, plus stocks of ONUC logistical supplies, such as food, clothing, ammunition, spare parts, petrol and oils, engineering items of a non-maintenance nature assigned to operational units and contingent-assigned vehicles.

.../...

For further guidance it is considered here that the greater part of the ONUC non-expendable property such as typewriters, vehicles, airport equipment etc., might be turned over to the Congolese Government as their condition would not warrant the expense of removal if sold elsewhere.

As Rene Bernard of the Geneva Office is most familiar with details of ONUC and Belgian claims we suggest that at the time of turnover his assistance be requested to help in this exercise.

Your advice and comments would be appreciated.

OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS OPERATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7140
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Kamina Base, 3 December 1963.

ADM/017

To : Mr. C. Seward, Chief Administrative Officer, ONUC, Leopoldville.

From : J. Postma, Base Administrator, Kamina.

Subject: Inventory of Belgian and United Nations Property-Kamina

With reference to the copy of the memorandum from Mr. Lansky of 18 November 1963 addressed to you, I would like to make the following comments: -

Para "c" -

There are no records available in Kamina Base concerning the items sold in 1960 and 1961 by the Belgians.

Para "e" -

Among the unmovable items we have the 8 Fairbank Morse generators ($100,000.). We presume that Belgians have been or will be billed for them.

Para "f" -

Requested by me, CO Sector Kamina gave the following comment: -

"May it in this connection be emphasized that especially in light of the information received from Chief Logistics Officer HQ ONUC Leopoldville (HQ ONUC letter No. 4103/LOGS dated 07 Nov 63) about budgetary instructions for ONUC operation for the period 1 Jan to 30 Jun 64 is extremely limited. The policy will be to make do; "waste out" and "improvise" keeping in view the fact that only those items of stores and equipment which are absolutely essential to maintain the force in operational state and to ensure health and well being of the troops, will be procured", it must be considered most essential that all items of any present or future value

..."2

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO
UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

To the ONUC operation should not be handed over to the Congolese Government but should be kept and moved from Kamina to new locations with the units now utilizing them or should be sotred centrally in depot in Elisabethville or Luluabourg. This applies especially to vehicles of which there is an accute shortage with practically all units within the ONUC operation."

With reference to my letter addressed to you dated 3rd October 1963, para I, I would like to bring to your attention that the splitting up between ONUC and Base property, as we saw it before the letter of Mr. Lansky, has made such a considerable progress that we find it advisable to continue to the end to avoid confusion.

For your information we distinguished the following categories: -

a) ONUC Property (procurement action)
b) ONUC Property (bought from the Belgians e.g. vehicles, refrigerators, etc)
c) Base or Belgian property.

We will be very grateful for instructions regarding the future of the "real" ONUC property as mentioned in the letter of Mr. Lansky.

C/POL 113 (7)

RÉPUBLIQUE DU CONGO

SENAT

OBJET

Organis_ation matérielle et administrative des travaux de la Commission Constitutionnelle.

Kamina Base, le 15 novembre 1963

N° 002/C.C./MN/NBR.

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A

MM. - le Premier Ministre du Gouvernement Central de la République du Congo à Léopoldville;
- le Représentant des Nations Unies au Congo à Léopoldville;
- l'A dm inistrateur de la Base Militaire de Kam ina à Kamina,

avec l'assurance de notre haute considération.

LE SECRETAIRE GENERAL de la Chambre des Représ.,
= Philippe NTUALI =

LE SECRETAIRE GENERAL du Sénat,
= Marcel NETTE =

A Messieurs les Directeurs Généraux des Services Administratifs du Parlement
à KAMINA-BASE.

Messieurs les Directeurs Généraux,

Nous avons l'honneur de vous donner mandat de préparer l'organisation matérielle et administrative des travaux de la Commission Constitutionnelle qui devra siéger, d'ici peu, à la Base Militaire n° 2 de KAMINA.

Votre mission consiste exactement à réaliser, en un temps record, le programme ci-après :

I.-ADMINISTRATION - SECRETARIAT ADMINISTRATIF.

a/ -Locaux administratifs :
- numérotage des locaux,
- amenagement.

b/ -Salles des conférences + Comités :
- amenagement,
- installation des micros-hauts parleurs et écouteurs (voir expert ONUC auprès du Ministère des P.T.T. à Léopoldville).

c/ -Economat :
- approvisionnement en fournitures de bureau + matériel en provenance de l'économat des Chambres Législatives de Léopoldville;

./..

- contact possible avec un fournisseur éventuel de KAMINAVILLE (voir si l'entreprise Gestetner s'y trouve).

d/ - Service d'Accueil:
- Organisation d'un service de protocole devant recevoir les membres de la Commission et assurer leurs différents transports tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la BASE (voir III/ transport).

II.- COMMUNICATIONS.

a/- Installation téléphonique dans les habitations des différents responsables de la Commission,
b/- Installation du télétype (voir expert ONUC auprèsdu Ministère des P.T.T. à Léopoldville) pour faciliter les relations avec extérieur de la BASE,
c/- Amenagement d'un local devant servir de bureau postal (faire appel à la sous perception des postes installée au Parlement à Léo.)
d/- Organisation d'une liaison entre KAMINAVILLE et KAMINA-BASE pour le transport du courrier,
e/- Prévision d'un local devant recevoir la Presse et Journalistes internationaux (questions à traiter sur place à Léopoldville si le principe est accepté par le Président du Conseil du Gouvernement Central).

III.- TRANSPORT.

a/- Requisition des véhicules pour le service administratif et le transport des membres de la Commission (cette question - véhicules + lubrifiant pouvant provenir de Léopoldville ou de préférence d'Elisabethville sera discutée à la Capitale et instructions vous seront données télégraphiquement) .
b/- Pour vos déplacements pendant la durée de cette mission :
- possibilité d'emprunter un véhicule TPN. au District KAMINAVILLE, ou
- location éventuelle d'un véhicule privé.

IV.- LOGEMENT.

a/- Numérotage des locaux mis à notre dispositions,
b/- Inventaire des biens contenus dans chaque local,
c/- Distribution des habitations par groupe ou associations politiques,
d/- Projet de contrat de location de ces biens entre l'ONUC/BASE et le Gouvernement Congolais à soumettre à notre approbation,
e/- Prise à charge du Personnel de maison de l'équipe ONUC de la BASE par le Gouvernement Central et ce, pour le besoin de la Commission.

./...

V.- RESTAURANT.

a/- Contact avec une entreprise privée de préférence locale devant se charger d'assurer les services du restaurant pour les membres de la Commission (possibilité de faire un appel à l'offre par voie d'adjudication : KAMINAVILLE, E/VILLE et LEOPOLDVILLE.).
b/- Installation d'un Bar par la même entreprise signalée ci-dessus.

VI.- MAGASIN.- ou (ECONOMAT)

a/- idem comme pour le restaurant;
b/- Engagement d'un ou de deux coiffeurs à installer dans l'annexe de ce magasin ou économat.

VII.- BIEN-ETRE - DELASSEMENTS - LOISIRS - FACILITES.

a/- Organisation des séances de cinéma à l'intérieur de la BASE. (Le projeteur de l'ONUC se trouve sur place) . Le Gouvernement Congolais devra fournir les films, de préférence, d'un parler français,
b/- Organisation, pour les jours chômés, des visites à l'intérieur de la Province du NORD-KATANGA,
c/- Organisation du transport des membres de la Commission entre KAMINA-BASE et KAMINAVILLE.

Les problèmes relatifs à la sécurité et à la liaison dans la BASE sont réservés aux Instances supérieures.

Vous aurez, pour la réalisation rapide de ce programme, à entrer immédiatement en contact avec Monsieur l'Administrateur de la BASE qui nous a promis, dans le cadre de ses compétences, sont entière collaboration.

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS,

Sé/ = Philippe NTUALI =

LE SECRETAIRE GENERAL DU SENAT,

Sé/= Marcel NTETE =

C/POL 113(7)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

ML-114

Elisabethville, 14 November 1963.

TO: Mr. Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge ONUC, Leopoldville

FROM: A. Nashashibi, UN Provincial Representative, Elisabethville

SUBJECT: Interprovincial Conference

.. 1. I am enclosing herewith the full text of the resolutions passed by the Interprovincial Conference held in Elisabethville. It will be noticed that the tenth resolution is separately typewritten: the reason being that when the Conference ended on the 10th November, the tenth resolution was not published as it had not been signed by all participating in the Conference. In point of fact it is still signed by only 3 of the 4 participants - viz., Messrs. Ileo, Bulundwe and Diur. For some reason Mr. Sendwe refused to sign it.

..... 2. I am also enclosing a copy of a letter sent by Mr. J. Dean, the American Consul, to Colonel O. Hederen, the United Nations Sector Commander in Kamina, for your information.

RG/dm

N/Réf.: GVT/467/63 Léopoldville, le 8 novembre 1963

Monsieur le Premier Ministre,

Parmi le matériel dont nous avons la garde conformément aux accords relatifs à la Base de Kitona, se trouve le vapeur "Nzadi", ancré à la presqu'île de Banana. Ce bateau, ancien dragueur de mines belge, a été utilisé tout récemment comme navire-école stationnaire. Il est en très mauvais état et risque à tout moment de couler, ce qui obstruerait le chenal et entraînerait de graves conséquences. Des mesures d'urgence sont prises pour prévenir cette éventualité et pour remorquer le bateau dans un endroit plus sûr.

Après consultations avec le Siège des Nations Unies à New York, nous nous proposons de remettre le navire aux autorités congolaises (Services des Voies navigables). L'Ambassadeur de Belgique a été informé de notre intention et n'a élevé aucune objection.

Par conséquent, je vous serais très reconnaissant si vous pouviez accorder votre attention à cette question

.../...

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

cc. M. Carey Seward

et donner les instructions nécessaires aux services compétents, afin que la remise du bateau puisse être effectuée.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

C/POL 113(Z)

MEMORANDUM

SECRET

8 November 1963

TO: Force Commander

FROM: UN/ANC Liaison Officer (Lt Col P.A. Mayer)

SUBJECT: Liaison visit to KAMINA Base to enquire into and report on relations between ONUC troops and 20 ANC Bn in Sector KAMINA.

1. In accordance with your orders, I, in company with Capt TUKUZU, proceeded to KAMINA on Friday, 1 Nov 63, by air. We arrived at 1130 hrs and were met by Capt SENEGAL UN/ANC Liaison Officer to 13 ANC Bn and Maj EKLUND, Chief of Staff Sector KAMINA.

2. At 1500 hrs we met with Commander Sector Kamina and CO 20 Swedish Bn and several other members of the HQ Kamina staff. I explained to the Commander and to the CO that I was here on the explicit orders of Generals Kaldager and Mobutu to enquire into and report to them on the state of relations between ONUC troops and 20 ANC Bn in Kamina Sector. I further explained that I had been summoned by C in C ANC and that General Mobutu had informed me that he had just received another report from 20 ANC Bn to the effect that 20 ANC Bn were again being aggravated by ONUC troops. I also told them that the C in C ANC had stated that he was "at the limit of his patience" and unless the situation was put right immediately he would take a specific and drastic action which I saw would have far-reaching international effects and implications.

I informed the Swedish Comd and CO that General Mobutu's attitude was based on the following basic points:-

(a) the obvious "protection" being given by ONUC troops in Kamina area to Kasengo Niembo, the Grand Chef. According to the C in C this in itself indicated to the civil population that ONUC was giving special protection to Kasengo Niembo against the ANC and this was unacceptable to General Mobutu due to the mass of evidence of treason which the Central Government has against Kasengo Niembo.

(b) the obvious close relationship between ONUC officials and Kasengo Niembo as indicated by visits of ONUC officials to the Grand Chef.

3. Other points of dissatisfaction expressed to me by General Mobutu, Lt Col Ebeya (COS ANC) and Maj Pusti (deputy COS ANC) are as follows and must be mentioned here as I now feel they have a direct bearing on the matter under consideration.

(a) The earlier reluctance by ONUC at Kamina to allow the ANC to carry out a search of Kasengo Niembo's Camp at Kaminaville, This search was so ordered, the C in C tells me, by him and was subsequently justified by the discovery of arms and ammunition within the confines of Kasengo Niembo's house and his Camp. This is partly true only.

(b) The initial show of force by ONUC troops against the 20 ANC Bn when this unit first arrived in Kamina area.

(c) "Aggravation" by ONUC military personnel against 20 ANC Bn by raising complaints on the least provocation and making derogatory statements continually about ANC in their weekly reports.

(d) Statements by ONUC officials to 20 ANC Bn that the "armoured cars" would only be handed over to ANC after they had been "stripped" of all spare parts put in by ONUC and immobilised.

(e) The reluctant attitude and "unnecessary" delays imposed by ONUC troops in handing over captured vehicles to 20 ANC Bn;

(f) The contents of a letter written to the CO 20 ANC Bn which the C in C ANC considered to be of an insulting nature.

(g) Statements by ONUC officials inferring that 20 ANC Bn had not been paid for several months and that they received NO support from HQ ANC LEO.

(h) Statements made by ONUC officers to 20 ANC Bn officers which implied that 20 ANC Bn were under operational control of ONUC forces at Kamina and could not make any moved without permission of ONUC.

These points are the basis for the disatisfaction expressed by the C in C and HQ ANC LEO to me on four different occasions.

4. The 20 ANC Bn has also added the following as causes for grievances against ONUC troops in Sector Kamina.

(a) Attempt by ONUC troops to intimidate ANC troops recently at Luebo, thus discrediting the ANC in the public view.

(b) A series of accusations made by ONUC troops against ANC without definite proof.

(c) Interference by ONUC troops in ANC operations ordered by C in C ANC.

(d) Various incidents "created" by ONUC troops whereby the ANC might be discredited in the public eye.

.../..3

5. I explained to the Commander Sector Kamina and to his Battalion CO the position of Kasengo Niembo in the eyes of the Central Government as given to me by the C in C ANC on Wednesday, 30 Oct 63 at ANC HQ.

6. This all came as a complete surprise to these officers who showed me the wire from ONUC (Secret FC/1868) of 14 June referring to Secret FC/1576 of an earlier date in which Commander Sector Kamina was advised to protect Kasengo Niembo in accordance with a guarantee supposedly given to Kasengo Niembo by HQ ONUC signed by Mr Gardiner.

7. I then discussed with the two officers the aspects of "protection" being given to the Grand Chef. This consists of occasional section patrols around the Grand Chef's Camp - enquiries by patrol members as to his well-being and once, recently, the reinforcement of the patrol by an extra Swedish section when it appeared that another visiting Congolese official was about to create trouble.

8. The recent incidents concerning the road-block at Kabundji (Luabo) were discussed. I was informed that a local priest had made charges against the ANC and that these charges had been passed to Mr Sendwe who, in turn, was going to press the matter with Mr Ileo in Elisabethville.

9. I promised that I would go to see the 20 ANC Bn and also would go to Kabundji (Luabo) to view the matter.

10. On Saturday morning I spent some four-and-a-half hours with the principal officers of the 20 ANC Bn and heard from them exactly the same complaints expressed by General Mobutu. While there, I also met two officers from HQ ANC E'ville who had been sent up to investigate the situation, as 20 ANC Bn are now under command of Colonel Bobozo's 4th Groupement in E'ville.

11. On Sunday morning Capt Tukuzu and I and three officers from ANC visited Kabunji (Luabo) where we had four hours of discussion with the priest who was supposed to have laid charges against the ANC. The evidence presented on this occasion was extremely contradictory and it was quite impossible to get even an idea of the real truth. In any case the investigating ANC officers did not appear too unhappy about what they had heard either from the priest or from the School Director there, or from the officer in charge of the Luabo garrison.

12. The conclusions I have drawn from my visit here and my conversations with officers of the 20 ANC Bn, officers of the 13 ANC Bn and the Sector Kamina Headquarters are as follows;-

.../...4

(a) Relations between ONUC troops and 20 ANC Bn are not at all satisfactory and will deteriorate unless action is taken by both parties.

(b) The cause lies equally with both ONUC and 20 ANC Bn and this I consider dates back to the initial demonstration of force displayed against 20 ANC Bn when it first came to Kamina on orders from HQ ANC LEO.

(c) A series of misunderstandings resulting from a lack of proper liaison between ONUC and ANC at Kamina and language difficulties.

(d) A basic mistrust of ONUC troops resulting directly from the close relationship of ONUC officials with Kasengo Niembo.

(e) A series of remarks made by ONUC officials to Kasengo Niembo or other local authorities which have been reported to the ANC by Central Government informers and rumours started by indiscreet statements by ONUC personnel or interference of same - all of which have reached the ANC either directly or indirectly.

(f) An absolute and real hatred of ONUC troops by Lt Sabu, S2 of 20 ANC Bn, who has heard "rumours" that ONUC troops have been saying that he is a murderer. This arises from the shooting down of an ONUC aircraft in 1962 in which some Swedish personnel were killed. It should be noted that this happened during hostilities.

13. My recommendations are as follows:-

(a) That Captain SENECAL now Liaison Officer with 13 ANC Bn be given the immediate task of acting as ONUC Liaison Officer with the 20 ANC Bn as well.

(b) That the Commander Sector Kamina and the CO of 20 Swedish Bn pay regular visits to the 20 ANC Bn and make the greatest possible efforts to repair relations.

(c) That the co-ordinated co-operative programme of sports continue but be enlarged at once between the Swedish Bn, 20 ANC Bn, and the 13 ANC Bn, i.e. football, volleyball, cross-country races, forced marches, shooting contests, etc.

(d) That 20 Swedish Bn should run a vehicle maintainance course for men of the 20 and 13 ANC Bn and possibly a PT course for them.

(e) That one Swedish officer, and Capt Senecal and one or two officers from 20 ANC Bn, visit all outposts once a week to discuss problems, etc. with the Commanders of ANC troops there and local authorities.

.../..5

(f) That HQ 4th Groupement send an officer up from E'ville twice a month for the purpose of liaison with Commander Sector C and CO 20 Bn.

(g) That in future all negotiations between ONUC troops and ANC troops be carried out in a language known to the ANC and never again by sign language.

(h) That in view of the fact that Kasengo Niembo is NOT in good standing with the Central Government, ONUC attitude towards his protection be revised at once. Furthermore, that Kasengo Niembo be told that if he wants protection he should ask the Central Government for it.

(i) That visits by ONUC officers to Kasengo Niembo be stopped other than for purely official purposes.

CONCLUSION

14. These matters and recommendations were discussed at a general meeting held on Monday, 4 Nov 63, attended by all the military personnel concerned. Recommendations were agreed to by the C in C's representative, by the representative of the 4th Groupement and by 20 ANC Bn and by the Commander Sector Kamina in my presence.

15. I informed all the officers present that these recommendations would immediately be passed by me to the Force Commander and to the C in C ANC and that implementation of these should start without delay.

P.A. Mayer Lt Col
(P.A. Mayer)

To file

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

INTER - OFFICE MEMORANDUM

C/POL 113(7)

Kitona - 12 January 1961

A : Ambassador Dayal - Special Representative of the Secretary General

DE : Amal Nachaat - Administrative Officer, Base Kitona

OBJET : Evacuation of Banana and Kitona
(Reference your cable of 10 January)

Information copies:

General Kettani
Mr. Nwokedi

1) The two chief tasks of ONUC as custodian of Bases Banana and Kitona are safeguarding the bases and their installations, and the basic maintenance of the bases until a final agreement on the property titles is reached among the three parties concerned.

2) At the outset of the ONUC custody mission both bases were kept in full operation, their ultimate utilisation by ONUC being envisaged. However at the beginning of December the Secretary General issued instructions to the effect that the Congolese workers at Banana and Kitona should be dismissed and both bases closed down except for a contingent of security troops who should remain to protect the installations. It was agreed to maintain a force of 200 soldiers of the Forces Royales Marocaines, plus four United Nations civilian technicians with a support of 85 Congolese workers for basic maintenance tasks pertaining to hygiene, the power and water plants, the hospital, and the automotive workshop. Evacuation of the workers was completed on 25 December, and the final date for the withdrawal of Belgian technicians at the bases has been set at 31 January.

3) After closing of the bases, ONUC can either maintain the present security forces at both bases to safeguard them until negotiations between the Belgians and the Congolese government have been completed (in which case ONUC must be prepared to remain at the bases until the Belgians demonstrate a willingness to reach an agreement with the Congolese), or evacuate the bases immediately, thereby forfeiting them to the ANC without any legal agreement and assuming the responsibility for this action.

.../...

4) As the ONUC custodianship entrusted by the Security Council remains in effect, we feel bound to continue to fulfill this mission. The expanses involved have been substantially reduced following evacuation of the discharged Congolese workers, and will decrease further upon departure of the last remaining Belgians at the end of January.

5) Regarding the proposed evacuation of Banana by the FRM, we feel that not only would this constitute a failure on the part of ONUC to carry out its assigned task, but that it would also automatically result in the occupation of the base by the ANC unit stationed nearby, and that this would in turn jeopardize the security of Kitona by setting a precedent which the ANC might wish to repeat here. Commandant El Mokri's request to evacuate Banana seems to have been based on a desire to regroup his forces at Kitona against the possibility of a second attempt at occupation by the Matadi, Boma, and Banana ANC contingents, thus gaining thirty-odd men; however as the Kitona force has now been reinforced by a FRM contingent from Boma, we consider that the need to draw men from Banana no longer exists.

6) We recommend that both bases be kept under ONUC protection for the time being, both for strategic considerations(Banana being situated at the mouth of the Congo River and Kitona having the principal airfield of the region) and in view of the fact that ONUC has officially been charged with this responsibility by the Security Council. If for special reasons ONUC must renounce this mission, a tri-partite agreement should be reached to determine the future status of the bases with the full discussion and consent of all parties involved.

C/POL 113(7) Kamina

SERVICES NON DISPONIBLES, QUE LE GOUVERNEMENT DEVRA FOURNIR EN RAISON DES LIMITATIONS IMPOSEES PAR N.Y.

1. Service dans les maisons

Il n'y a pas assez de "boys" à la base pour les 80 maisons qui devront être aménagées. Il n'y a pas de vaisselle, d'argenterie ou d'ustensiles de cuisine.

2. Commodités

Il n'est pas possible d'installer un économat ou d'assurer des fournitures pour les divertissements ou même des articles tels que cigarettes, savon, etc.

3. Transport

Le Gouvernement devra prendre des mesures pour transporter tous les délégués à Kamina, car l'ONUC ne peut disposer de moyens de transport à cette fin.

4. Transport local

L'ONUC ne dispose pas de véhicules à la base pour le transport des délégués, même pour les amener à leur lieu de réunion.

5. Alimentation

Le Gouvernement devra prendre des dispositions pour l'achat, le transport, la préparation et le service des aliments.

6. Service de conférence

La base n'a pas de matériel pour la reproduction des documents; en d'autre termes, il n'existe pas de machines à écrire et à miméographier,

de papier, de services de messager ou d'équipement connexe. Tout cela devra être fourni par le Gouvernement.

7. Rien n'est prévu pour la presse.

8. Il n'existe pas de services de communications.

OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS OPERATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

4 November 1963

To: Mr. Carey Seward, Chief Administrative Officer

From: R. Polgar, DCAO

Subj: Brief report on the visit to Kamina by R. Polgar and D.T. Manson

1. GENERAL

The object of the visit was to establish the fact that it was possible to accommodate about 250 delegates for a conference which could last up to three months.

2. COURSES OPEN

Due to the size of the base there are several possibilities so far as accommodation is concerned. However, the suggestion offered by the Base Administrator to contain the delegates in Base II is the best solution, as this part can be severed from Base I which is mainly Military. Base II is self-supporting as far as delegates' needs are concerned, and it is about 15 kilométres from Base I. A barrier can be placed and it is strongly suggested that no delegates should be authorised to enter Base I. Furthermore, Base II is nearer the city of Kaminaville which can be used for supply and entertainment.

3. ADMINISTRATION

(a) Accommodation: The delegates would be housed in approximately 90 villas, each comprising three bedrooms. The accommodation will be identifiable through a system of notice boards (white letters on blue background, numbered from 1 to 90). It is suggested to prepare very few VIP villas, all the others being equal.

(b) Furnishings: The villas will be furnished to the same scale and will consist of only those items considered essential. Individual refrigerators and cooking stoves, etc., will not be provided. The scale of furnishing to be supplied by ONUC appears as Annex "A" to this report.

...../.....

(c) Conference Rooms/Committee Rooms: The present HQ office block of Base II provides sufficient office space for committee work and the necessary space for administrative support, but as far as typewriters and document reproduction is concerned, the Congolese Government should provide them.

Sufficient accommodation exists for all delegates to be seated in the same place and the same time in the first floor of the suggested mess.

(d) Messing Facilities: The suggestion was made and accepted by the Base Administrator that the downstairs portion of the conference hall be utilised as a mess hall. This mess hall is adequate for at least 250 delegates and confines necessary repairs to one location.

(e) Communications: Telephone hand sets will be connected to all conference and committee rooms but not to individual houses - communications with the outside should be in the hands of the Congolese Government. Mail will be insured through Air Congo which has three flights per week into Base I.

(f) Security: The security of Base II will be the responsibility of the Base Administrator who will detail one Swedish company for this purpose.

(g) Commissary: It is suggested that a commissary should be provided for the delegates and that it should be run by a private contractor from Kamina-ville. In this way ONUC is neither concerned with supply nor financial control. Space will be provided just in front of the Mess and could also be used as a bar.

(h) Maintenance: Generally everything is available in Kamina to undertake the small repairs necessary to put the houses, earmarked for the delegates, into a reasonable condition. However, the following items are urgently required:

i) Glass - Maintenance Branch - Leo x 1 ton
ii) Bulbs, electric - BOR - Leo x 1000
iii) Toilet paper for 250 people for 100 days
iv) washing soap - for 250 people for 100 days
v) toilet soap - for 250 people for 100 days

(i) Laundry: Available and adequate.

(j) Water/Electricity: Available and good.

...../.....

4. PERSONNEL

A team comprising the personnel shown hereunder should be provided by HQ ONUC to assist the Base Administrator with the extra administrative load and to work under his direction.

(a) Head of Team: Coordination and liaison work through Base Administrator.

(b) Messing representative.
(c) Procurement representative.
(d) Finance.
(e) General administrators (2 or 3).

In the event that political observers are appointed, the Base Administrator wished it to be clearly understood that they should not in any way become involved in the administrative details of the Conference.

5. TRANSPORT

No transport is available at the Base. It should be provided by the Congolese Government from Kaminaville or from Elisabethville. No transport is really necessary within Base II, but it is supposed that the delegates would like to go to Kaminaville, a distance of about 3o kms, for entertainment.

6. WELFARE

250 delegates, over a period of three months, will need entertainment - the base offers none. It is suggested:

a) Bar, with beer and other facilities (see para 3 (g)).
b) Movies - as we have them for the Congolese workers from Base I.
c) Trips to Kaminaville - see paragraph 5.

7. LIAISON

It would be much easier if the Congolese Government appointed a team, whose head would liaise with the head UN Team for all purposes.

ANNEX "A" to KAMINA REPORT
4 November 1963

SCALE OF FURNISHINGS FOR KAMINA CONFERENCE

1. BEDROOM

a) beds, wooden, single or metal folding bed x 1
b) mattresses, cotton filled or spring x 1
c) sheets, single white x 4
d) pillow slips x 2
e) wardrobe, two door x 1
f) bedside chair x 1
g) writing table x 1

2. LIVING ROOM

a) easy armchairs - 1 per delegate
b) coffee table
c) dining table - 1
d) straight-back chairs - 1 per delegate

3. BATHROOM

water heater

Kamina.

29 October 1963

NOTE FOR MR. GORGE

Albertville

AAA. General situation seems calm since election of Sendwe as President (but see DDD below).

BBB. Sendwe is believed to be considering moving seat of government to Kamina. (Cable from Beitsma on 17 October). This might be discussed with Beitsma for background, since it might conceivably have some relevance to ONUC troop dispositions.

CCC. Beitsma and Baekgaard (Military Information Officer) might be reminded that cables giving information on ANC troop movement and troop dispositions should not be sent en clair.

DDD. In secret cable ALLEO-82 of 8 October Beitsma reported serious clashes between police and gendarmes (with one policeman beaten to death.) He also reported rumours that Prosper MWAMBA ILUNGA was behind the gendarmes. Even though these rumours were denied by Sendwe and by the Comextra, it would be intersting to know whether the Ilunga-Sendwe reconciliation is really holding up, or whether it is only temporary. An eventual break between these two might drastically alter the situation in Albertville

Bukavu

AAA. Difficult situation exists in Masisi area because of conflict between long-settled Banyarwanda and Bahutu. According to Prosiosi, the recently arrived Tutsi refugees are not involved, but may nevertheless be victimised. He therefore gave assurance to the latter that should there be a "real and immediate danger" to their lives, he would request intervention by ONUC Leopoldville.

.../...

What kind of intervention did we have in mind? Can ONUC physically and/or politically intervene? It might be useful to have a word with him to clarify ONUC's position, and to find out precisely what sort of engagement he gave.

BBB. What is happening in Kabare territory since the arrest of Mwami Kabare? This is not the first time he has been ousted. It might be worthwhile to know how the succession question is developing.

CCC. For future reference we might wish to have an assessment of the strength of Lumumbist movements in Kivu, with reference to Podesta's secret cable BUKA-90 of 17 October, in which he says "Have learnt of meeting held this morning by MNC/L and attended by Casimir BAGIRA (Central Kivu Ministry of Health), the Director of the Bukavu Sûreté, and Jeuness members"

DDD. Is there anything in the talk of a desire to establish "a new Tutsi empire" to take in Goma, Rutshuru, and large parts of Central Kivu? This idea was mentioned here by Vice-President Sylvestre KAHINDO of North Kivu.

EEE. Use of ONUC telegraphic channels by Parquet to be discouraged. The reference is to BUKA-89 of 17 October asking ONUC Leo to inform Parquet Général of Kabare's arrest and transfer to Leopoldville.

Elisabethville

AAA. What news of Ileo's "Brigade Spéciale"?

.../...

BBB. Has any action been taken on the request that ONUC provide guards for works on the three bridges on the Jadotville and Kipushi roads?

CCC. It would be interesting to know what progress has been made on the military inquiry into the Parc Upemba affair (the accusation against an Indonesian unit re shooting of game in the Park.)

DDD. In a cable on 21 October (ELLEO-1097, Unclas) it is reported that Bulundwe stated that the mixed commission of ONUC, ANC and Katanga Police has not been functioning because the ANC representative doesn't show up at meetings. You may want to check this with Nashashibi and Ileo with a view to getting the commission functioning - if it could in fact serve some real purpose. A propos, it seems curious that the people involved in the murder of Munongo's relatives were so extraordinarily quickly caught ...

EEE. On the political side, it would be interesting to find out what is the significance of the "expulsion" by Andre Kapwasa of Kasa Kula, his Vice-President in the A.D.A. Does it seriously affect the movement in which Kasa Kula and Kimba were involved towards a Katanga "Parti Unique"? Or was such a movement ever more than chimerical?

FFF. There has recently been a sharp increase in the numbers of ex-gendarmes who have registered for return to civilian life. What has produced this, the leaflet campaign, the difficulties of the guerilla life? Is it an indication the the ex-gendarmerie thuggery is likely to taper off?

GGG. Is the Tshokwe-Lunda problem in Lualaba likely to become really serious, to the point where it may affect ONUC operations?

.../...

Kamina

AAA. It would be useful to obtain some clarification on the recent trouble with regard to Grand Chief Kasongo Niemba (threats of deposition etc.), (1) (2) on the position of the two "District Commissioners" including the famous Anatole ILUNGA.

BBB. Sendwe is talking of moving the North Katanga capital to Kamina; does this mean that Kasongo Niembo no longer wants to join Lualaba, or precisely that he still does?

C/POL 113(7)

RÉPUBLIQUE DU CONGO

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 28 octobre 1963

№ 2339/63

URGENT

Commission constitutionnelle.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de me référer à l'entretien que nous avons eu le 22 octobre 1963 au cours duquel je vous ai confirmé la demande faite à Monsieur GORGE par mon Secrétaire de Cabinet, Monsieur Luc MBANGISA.

Il s'agit d'obtenir de vos services, qui détiennent les pochoirs de stenciles, 300 exemplaires de l'avant-projet de constitution qui avait été élaboré l'année dernière par des jurisconsultes mis à la disposition du Gouvernement par les Nations-Unies.

Etant donné que le Gouvernement envisage de réunir la Commission Constitutionnelle à la base de Kamina, je vous saurais gré de me faire connaitre les possibilités de logement et de ravitaillement pour 250 personnes qui participeraient, à divers titres, aux travaux de cette Commission.

Je vous en remercie d'avance et vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PREMIER MINISTRE,

REPUBLIQUE DU CONGO
CABINET DU PREMIER MINISTRE

Cyrille ADOULA

Monsieur le Chargé de Mission
des Nations-Unies au Congo

LEOPOLDVILLE

C/Pol 113(7)

OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS OPERATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC LEOPOLDVILLE

28 October 1963

To: Mr. Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge

From: Carey Seward, Chief Administrative Officer

Subject: Proposed Meeting of the Constitutional Commission at Kamina

New York Headquarters has authorized us to make available only the physical facilities for the meeting.

While there are 80 houses at Kamina Base that could be made available for delegates, and there is a large room suitable for seating the entire Commission, as well as smaller rooms suitable for committee meetings, I feel that we must also point out to the Government the facilities which will not be available and for which the Government will have to provide under the limitation set by New York:

1. Service in the houses. There is not a sufficient number of house-boys on the Base to provide for the 80 houses to be opened. There is no crockery, cutlery or kitchen ware.

2. Amenities. No provision can be made for commissary stores or for supplies for entertainment or for such items even as cigarette , soa etc.

3. Transport. Arrangements will have to be made by the Government to transport all the delegates to Kamina. ONUC has no transport for this purpose.

4. Local transport. ONUC has no vehicles on the Base for transportation of delegates, even to get them to their meetings.

5. Feeding. Arrangements would have to be made by the Government to set up facilities for the purchase, transportation, preparation and service of food.

6. Conference Services. There are no facilities on the Base for reproduction of documents. That is to say there are no typewriters, mimeograph machines, paper, messenger services or related machinery and equipment. All of these would have to be provided by the Government.

No

7. There is no provision for the Press.

8. There is no provision for communications.

.....

There is attached a memorandum from Mr. Postma dealing with some of the above items as well as certain others.

In case we are forced into this situation, and my staff is depleted by the team requested by Mr. Postma, New York should be warned that the day to day administrative work of the mission will suffer and we will not be able to effect the reductions contemplated between now and the end of the year.

c/Pol 113(7)

URGENT Kamina Base, 26 October 1963.

To : Mr. C. Seward, Chief Administrative Officer, ONUC Leopoldville.

From : J. Postma, Base Administrator, Kamina.

Subject: Constitutional Commission Meeting

With reference to your U/M Secret Cable of the 23 October 1963, please find below a tentative plan including our comments, for the accommodation, messing, etc., for the Constitutional Commission Meeting to be held at Kamina Base in the near future.

I - STATUS OF THE BASE

Following conditions have to be taken under consideration. It is imperative that the status of the base remains unchanged. No ANC troops will be allowed lodging at or entering to Base II. No Congolese flag will be raised on Base II unless the UN flag waves on the same building. After a survey carried out, I found out that Base II contains all the facilities for which requests are made by the Commission. 60 houses can be made ready for their accommodation while our headquarters, at that time abandonned, could easily provide them with a large meeting hall and also a large number of smaller rooms for committees.

II - STAFF

In connection with the fact that we only have a limited staff at our disposal and in the same time have our hands tied with the reorganization, it is imperative that a small team from Leopoldville lead by a high ranked official will be put at the disposal of the Base Administrator to deal, under his direct responsibility, with the following aspects: -

...2

1. Accommodation
2. Messing
3. Welfare
4. Economat
5. Laundry
6. Transport
7. Supplies
8. Hospital

...1 - ACCOMMODATION

- A survey has to be carried out prior to the arrival of the Commission. A scale for furniture has to be established. Requirements for houseboys have to be made.

...2 - MESSING

- Facilities for messing and kitchen in C.T.B. have to be properly set up and controled, crockery, cutlery and kitchen ware, however, cannot be made available and should be brought in from Leopoldville. A time schedule will have to be established in accordance with the conference hours.

...3 - WELFARE

- A swimming pool and sporting grounds are available while even pictures can be shown in the mess hall.

...4 - ECONOMAT

- It should be well understood that, in case it will be desirable that a small commissary/PX store should be made available; all foodstuff have to be shipped in from Leopoldville since our Base stocks do not allow us to share.

...5 - LAUNDRY

- In connection with the presence of the Commission at the Base, our laundry will not be closed as it was planned but will remain open to meet the requirements.

...3

...6 - TRANSPORT

- Under no condition transport can be made available from our Base vehicle pool. If it is deemed necessary to provide the Commission with sufficient transport, please note that the vehicles for this purpose should be brought in from Leopoldville.

...7 - SUPPLIES

- All general supplies and local procurement should be the responsibility and be taken care of by the leader of the team mentioned above.

...8 - HOSPITAL

- I am prepared to put all hospital facilities at the disposal of the delegates in order to ensure that they can have medical treatment if and when required; if however, these treatments and medicines, are not to be given at UN expense, I should be grateful if rules could be established for the payment thereof.

III - SECURITY

The security for life and property remains the full responsibility of the CO Sector Kamina who will take the necessary measures to safe-guard the lodging area, conference hall, etc. No personal guards will be provided for separate houses. As a result of the conversation I had with Lt. Col. Wrang, CO Sector Kamina and with reference to his secret cable COS 649 of the 24 October 1963 addressed to Force Commander in Leopoldville, I also want to point out that it is becoming strictly necessary, in case the meeting will be held here, that the reduced Battalion must remain at the Base. Meanwhile Col. Wrang has approached Force Commander, Leo, for his authorisation to put 20th ANC Battalion Kaminaville, under UN Command.

To avoid confusion and difficulties in recognising delegates, It seems highly appreciable to me, to provide them with special ID cards issued by the HQ Leo.

With reference to my KALEO Code 84 and in view of our reorganisation please arrange that the Constitutional Commission

Meeting will not be held before the 20th of November if possible.

As you kindly see from the above, certain points have to be cleared out and in this regard I am asking you to advise Mr. Polgar to study the several aspects brought up by us, in order to enable him to take some preliminary measures if required prior to his arrival at the Base.

C/POL 113 (7)

OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS OPERATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Kamina Base, 27 September 1963.

To : Mr. Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC, ~~Leo.~~

From : J. Postma, Base Administrator, Kamina.

Subject: Package for Mr. Adoula

The Grand-Chef Kasongo Niembo has a gift of ivory for Mr. Adoula and has asked that ONUC assist him by transporting the package to Leopoldville and arranging that it will reach Mr. Adoula.

I believe that it would be better for this matter to be handled by your office and have to-day consigned the package by SF 1, addressed to you.

I am cabling to-day a waybill number and enclosed herewith you will find a letter from the Grand-Chef to Mr. Adoula.

Permanent Mission of Sweden
to the U.N.

COPY

C/PoL 113(7)

AIDE MEMOIRE

regarding the UN bases Kamina and Kitona

In connexion with the forthcoming evacuation of the United Nations bases at Kamina and Kitona in the Congo by the ONUC the Swedish authorities wish to stress the importance that well-orbanized and correct handing over of the material and equipment stored at these bases takes place in due time before the departure of the Swedish units etc, which are at present responsible for such equipment. Whether the materials and equipment will be handed over to United Nations authorities or to other competent authorities is not known. However, as there is a considerable amount of material etc. and some of it rather expensive it should be handed over to the competent authorities in such a good time that the inventory lists required could be completed in good order.

New York, 29 July 1963

Swedish Permanent Mission

Mr Parsons

UNITED NATIONS

NEW YORK

TO: Mr. Carey Seward, Chief Administrative Officer
Operation des Nations Unies au Congo

FROM: G. Lansky, Acting Chief, Field Operations Service
Office of General Services

SUBJECT: ADMINISTRATIVE REPORT No. 92 - 2 August 1963

I. ENCLOSURES

a. Aetna Life Ins. Cert. for G Cassir
b. Ltr to Mr Seward (2)
c. Payment Voucher 19372
d. US/ONUC/86-891; 874 Amend A; 856 Amend. A; 680 Amend.A; 847 Amend B; 882 Amend A; 857 Amend B; 848 Amend A; 862 Amend A; 864 Amend B; ITAL/ONUC/63-4 Amend C; 63-11 Amend C
e. Env. Proc. Sec. Leo: S/As C-178; F/1253 Amend 1; 1449 thru 1452
f. Purchase Orders
g. Foreign Exchange Rate Sheet 7645
h. IOVs (2)
i. Corres. (3)
j. Ltr (4)
k. Family Cert. (5)
l. Copy of memo (6)
m. L/A (7)
n. Corres. (8)
o. Note Verbale (14)
p. Aide Memoire (15)
q. Pkg w/ID Cds (19)
r. Copy of memo (20)

II. REPORTS

1. Receipt is acknowledged of your AR 90 dated 27 July received 1 August 1963 with all enclosures.

III. FINANCE

2. Inter-Office Vouchers

..... Enclosed are below listed IOVs:

UNFC 63-252	$6,398.50	ONUC 63-351	$ 238.82
251	1,912.60	348	14.58
249	92.50	345	1,577.84
250	67.95	347	943.76
239	76.23	346	3.20
248	987.50	343	279.15 (credit)
257	26.84	349	725.00
256	31.16 (credit)		

IV. PERSONNEL

3. Individual Bank Accounts

..... We enclose originals of correspondence as listed below:

(a) Letter from Barclays Bank, Accra, dated 19 July re M.I. Ayub and M. Oburu.
(b) Letter from First National City Bank, NYC, dated 22 July 63 re Max Grimard.
(c) Letter from Sparkasse der Stadt, Zurich, dated 19 July 63 re I.J. Logen.

Kindly arrange to deal with the banks directly and forward copies of your letters to us in due course.

4. Khemais Bellaour

..... Enclosed letter dated 22 July and F.10 submitted by the above in connexion with travel of his son, Khaled. As we do not have PT.8 in connexion this travel we request that ONUC process this claim and reply to Mr. Bellaour directly.

5. Family Certificate - A. Lamothe (your 88-6)

..... Enclosed Family Certificate F8555 issued as requested, together with receipt slip for signature and return to this Service.

6. Representation Allowance

..... Enclosed copy of memo dated 16 July from the Controller to the Chief, F.O.S. which was discussed with Mr. Seward prior to his departure for Leopoldville.

IV. PERSONNEL (contd)

7. Letter of Appointment

..... Enclosed original and two copies of Letters of Appointment for the below listed; kindly return one copy each to Hqs.

(a) Juan Alonso-Martinez
(b) Ronald Dickinson

8. Miss Patricia Pitel

..... Enclosed are two letters addressed to Mrs. P.F.M. Pitel and Mrs. G. Pitel, respectively, for possible transmittal to Miss Patricia Pitel. Similar correspondence was reforwarded to you with our AR 60-14. Please advise the ONUC Postal Service accordingly.

9. Victor Rahal (our 85-9; your 89-26)

According to the London Office of Thos. Cook, Mr. Rahal was issued a round-trip voucher for 20 kilos air excess baggage. Please check again with the staff member whether the Leopoldville/London voucher is still in his possession and, if so, return the document to Hqs.

V. PROCUREMENT

10. Cancellation of Requisitions - Aircraft Spare Parts (your 87-29)

The procurement of aircraft spare parts will continue in accordance with the general policy for procurement outlined in letter dated 15 July 1963 from M.D.B. Vaughan to Mr. M.H. Dorsinville which states in part:

"As a matter of policy, with minor exceptions, no further requisitions should be submitted for items supporting military operations and a 'wear out', 'use-up', 'make-do' programme is to be adhered to for these last few months."

However, it is recognized that as long as the UN Aircraft Fleet is operating there will be a need for spare parts but reqns. should be limited to AOCP and month-to-month needs and in no case are stocks to be built up to provide for usage beyond December 1963. All reqns. for aircraft spare parts must therefore show the period for which they are required before they can be given clearance.

11. Survey Board - Minimum Amount for Claims Against ONUC Contingents for losses sustained by ONUC (our 38-39, your 38-42 and 77-50)

The Controller approved the recommendation to write-off losses of $25.00, or less, involving claims against Contingents assigned to ONUC which are to be handled as Administrative write-offs and reported in the usual manner.

V. PROCUREMENT (contd)

12. Co-Ordination of Provision for Air Conditioners (your 77-46 and 86-36, our 68-28 and 82-17)

As indicated in our 82/17 the commitments as to procurement, regardless of whether it is made from the Congo Fund, must be channeled through you. This pertains to the entire Congo whether Common Services with Civilian Operations is established or not. With the running down of the military force this aspect is a vital necessity to avoid procurement of items which either already are surplus to ONUC or certainly will become surplus in the near future. The austerity applies equally to the Congo Fund as to ONUC. Your attention is drawn to Mr. Vaughan's letter of 15 July 1963 to Ambassador Dorsinville outlining the general policy to be followed. It is realized that the release of military accommodation will not in every case result in surpluses being declared, however, at the present stage one must take into consideration the lead time in connexion with procurement of supplies needed. Although there may be some exceptions required to this rule, they will only apply to absolute necessities. Your request for reimbursement of reqns. CF/3-60062, CF 60075 for Air Conditioners and GS/3-50171 for stores cannot be reconsidered at this time since such items will become surplus as the reduction of the military force as well as the decrease in civilian personnel progresses.

13. ONUC Local Survey Board Minutes of 56th Meeting

The Director of Internal Audit Service has pointed out that it appears from the proceedings of ONUC's Local Survey Board held on 25 June 1963 that cases Nos. ONUC/SB/1246 to Case No. 1260 actually occurred in 1961 and that case No. 1260 relates to 1960. We are aware that these cases with the exception of case No. 1260 deal with losses resulting from the fighting in Katanga during December 1961 and that a military board of inquiry set up had a time-consuming and difficult task in investigating these matters in detail, and so will inform the Director of Internal Audit. Nonetheless, the time lapse appear to be unusually long before consideration by the Survey Board was accomplished and before advising the Director of Internal Audit would appreciate your comments.

The Director of Internal Audit is emphasizing that early investigation and settlement of all losses and claims is of particular significance in the last stages of the ONUC operations and that all outstanding cases of this nature should be taken up for consideration and finalization as expeditiously as possible.

Your earliest comments are requested.

V. PROCUREMENT (contd)

14. Transair C-46 - Swedish Fighter Unit

..... Enclosed is a copy of a note verbale to the Swedish Mission dated 29 May and the reply which we have just received.

You will note that the flying rate is approximately $340 to $345 per hour with a minimum quarantee of 100 flying hours per month.

Please ensure that the Chief of Air Transport Operations is notified to enable him to utilize the aircraft as efficiently as possible.

15. Kamina and Kitona Bases

..... Enclosed is a copy of an Aide Memoire from the Permanent Mission of Sweden to the United Nations regarding the forthcoming evaluation of these bases for your action.

16. ONUC Contract (your 65-21)

Contract CON 86/63 for bread bakery entered with la Boulangerie et Patisserie Belge, 440 Ave. Lilas, Kolwezi has been brought two months prior to the completion of the contractual period.

You are requested to advise if this contract is (a) to remain in force; (b) to be renewed or (c) completed.

17. Reqns. S/50154, NIG/ONUC/63-4 - Garri, Yams & Kola Nuts (your 4793 and 4827)

We are reducing all three items on this reqn for the fourth quarter by 50 per cent.

In spite of repeated cables, the Nigerian Mission has received no reply from their Government regarding the delivery status of these reqns.

An amendment to Letter of Assist NIG/ONUC/63-4 will be issued to reflect the 50 per cent reduction with delivery dates as given hereunder:

S/3-50154		lbs.	
Item 1 - Garri	reduced from 18,000/to	9,000 - delivery	9,000 - 15 Sept 63
2 - Yams	reduced from 55,300 lbs to	27,650 "	13,825 - 15 Sept 63
3 - Kola Nuts	" " 1,240 lbs to	620 lbs "	15 Sept 63
2 - Yams	reduced from 55,300 lbs. to	27,650 "	13,825 - 15 Oct 63

We now propose to cancel all items on Reqns. LEO/3-5113/S, LEO/3-5114/S, S/3-55183 and LEO/2-6499 unless the Contingent Liaison Officer is able to obtain assurance of shipments in the immediate future, in which case it is requested you advise the minimum quantities to be reinstated for requirements up to 15 Sept.

V. PROCUREMENT (contd)

18. ORD/3-50268 - CAN/ONUC/63-20 - VOR Spares (your 74-26)

Canarmy has advised that nil stocks are held of items 4 and 5 of subject reqn. and items will not be available until beginning of Sept. 1963. In view of delay, please advise whether or not items should be cancelled.

19. ORD/3-50295 - ONUC Identification Cards

..... Enclosed please find package containing 2,500 ONUC Identification cards.

IV PERSONNEL ADDITIONAL

20. E. Childers

..... Enclosed for your reference is a copy of memo from Mr. Childers dated 1 Aug 63 concerning expenses incurred from 1 June thru 29 July 63.

Internal Position paper prepared at Kamina 30 August 1960

C/POL 113(7)

The position of the United Nations and of the Belgian authorities with regard to the bases of Kamina and Kitona is understood to be as follows, on the basis of two letters sent by the Secretary-General to the permanent Representative of Belgium to the UN on 28 August, after discussions held between them in New York :

1. As of 30 August, the United Nations is taking over the responsibility for the administration of the bases.

2. This action by the United Nations is in the nature of a provisional measure according to Article 40 of the United Nations Charter. This means that it is taken without prejudice of the rights, claims or positions of the interested parties.

3. From this point of view, the United Nations is thus acting, in a sense, according to the principle of the temporary administration of estate in trust for another person (gestion provisoire d'affaires pour autrui). It will perform all acts necessary for the administration of the bases and their maintenance, without having the right to transfer land or bring about major alterations to the installations.

4. The United Nations has declared its intention to use the bases, their equipment and supplies for the purpose of its assistance to the country. It is desirous to make arrangements to this effect, including their financial aspects, with the Belgian Government.

5. The question of the duration of the United Nations responsibility for the administration of the bases is to be viewed in the light of the conditions which made their takeover necessary. This responsibility results from the mandate given to the Secretary-Genral by the resolutions of the Security Council, and it will last as long as will be necessary to ensure the implementation of these resolutions; except, of course, in the case of instructions

./.

to the contrary by the Security Council.

6. At the same time, the United Nations recognises that, in the spirit of Article 40 of the Charter, it must take fully into account the legitimate interests of the parties, the agreements which might be reached between them, and the necessity of negociations at an appropriate time between them concerning the disposal of the bases.

7. The United Nations has underlined the necessity to continue to use the Belgian technical, non-combat personnel stationed at the bases, and believes that the Belgian Government is ready to put this personnel at its disposal with a view to assist in the maintenance of the bases. The functions thus to be performed will be in the nature of technical assistance rendered by the Belgian Government to the United Nations, at the latter's request. The Belgian personnel, while serving in a civilian capacity, would keep its status with the Belgian Government and continue to be paid by it. In the bases, however, it would fullfill its functions under the authority, and in conformity with the instructions, of the United Nations, acting through the intermediary of designated heads of Belgian technical units. The United Nations Force would, of course, afford to this personnel the protection which would be necessary.

- B -

On the basis of a common understanding of the position as outlined above, the United Nations would like to enter in negociations forthwith with the Belgian commanders of the bases with a view to agree on measures aimed at implementing point 4 above, i.e. the use by the United Nations of the bases, their equipment and supplies.

./.

In the framework of its responsibility for the administration of the bases, the United Nations has decided that :

1. Armed forces of any kind, other than under United Nations Command, must be excluded from the bases; and

2. The airports of the bases will for the time being be closed to all non-United Nations flights; it being understood that unarmed transport planes directly connected with the evacuation of Belgian troops, or with the supply and maintenance of the bases, would be considered as United Nations flights for the application of this rule.

Interval Provisional Period
Kamina, 30/8/60
PB

means for the carrying out of the ONUC mandate

DRAFT

A . Legal Basis of Occupancy of Kitona Base

~~In August, 1960~~,

1. ONUC occupied the Kitona Base as a provisional measure under Article 40 of the Charter for the purpose of carrying out the mandate of the Security Council to the Secretary General as set forth in the resolutions of 14 and 22 July, and 9 August 1960 . ONUC assumed custodianship and undertook to administer the Base without prejudice to the rights and claims of the parties concerned.

B. Duration of Occupancy

2. In accordance with the above, the United Nations is entitled to continue occupancy of the Base so long as its administration remains necessary for the fulfillment of the purposes of the Security Council resolutions. The responsibility for making ~~this~~ the determination as to whether continued occupancy is rests with the Secretary General, or his duly authorized representative, the Officer-in-Charge of ONUC.

C. Legal Interests to Equipment and materials in Kitona. -

3. The equipment and material at the Base ~~must~~ can not ~~of course~~ be disposed of in a manner that would not prejudice the legal interests of the parties concerned. The interests of ONUC and the Belgian Government would be ~~fully~~ protected if the Congolese Authorities sign a receipt for all supplies transferred to them, and the Central Government undertakes to compensate ONUC and the Belgian Government respectively for the value of their property transferred to it.

4. As regards Belgian owned property, it is to be noted that by " Acte de Cession " , dated 30 January, 1961, a copy of which is attached, the Belgian Government transferred to the Republic of the Congo all property, there on the Base, with the exception of buildings and fixtures, and such property as

belonged to ONUC, Belgian military Units and private individuals. Insofar as the buildings and fixtures are concerned, they present no special legal problems, it being understood they would be included in the inventory of transferred property .

5. As regards arms and munitions which were excepted by the Acte de Cession of 30 January, 1961, it is not fully clear whether they had belonged to the Force Publique and ~~; if not~~ If so, whether title to them passed the Congolese Government ~~had acquired title~~ by succession. In any case, if the amount of arms and munition is small and of relatively little value, their transfer to the Central Government would not be considered as contravening any resolution of the Security Council or General Assembly.

6. As noted above, the Acte de Cession of 30 January, 1961 contains a reference to private owned property on the base. If any such property still remains there, it can be included in the final inventory and undertaking of reimbursement to be given by the Congolese government .

Reçu le
SEP 26 1963

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO **UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO**

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

C/POL 113(7)

107

Kamina Base 23 September, 1963.

To : Mr. Dorsinville, Special Representative, ONUC, Leopoldville

From : J. Postma, Base Administrator, Kamina Base

Subject : Weekly Intelligence Summary No.64

With reference to my KALEO CODE 68, I attach hereto Weekly Intelligence Summary No.64 by the Military Information Section of Sector Kamina.

Encl.

MR POSTMA

14

SECRET

Mil Info 731
HQ Sector Kamina
20 sept 1963

To: HQ ONUC Leo

Subject: WEEKLY INTELLIGENCE SUMMARY No 64
130000 - 192400 Sept

Map ref: Carte routière officielle de la province du KATANGA. Echelle 1:1000 000.

GENERAL

1. The situation in the sector and in particular the Kamina and Kaniama areas has of late deteriorated. The morale of the population is low and no real authority of the congolese government exists. This is accentuated by an order given by ANC HQ to 20. ANC Bn for confiscation of certain property,

2. Since the start of the confiscating of motor vehicles by the ANC in the Sector enquieries have been made as to by whose authority this has been done. The CO 20. ANC Bn simply said he had his orders, without amy comments. HQ ONUC Leo has confirmed that HQ ANC has ordered the seizure of all vehicles of military nature, i. e. Jeeps, Land-Rovers and any other 4-wheel drive vehicles irrespective of what ownership can be proved. Also to be taken are all firearms, regardless of type. These will be returned when "HQ ANC consider it proper."

   The confiscating patrols have now extended their operations to Kaniama and the rural areas between there and Kaminaville. Thefts are reported in connection with these and no receipts are given for any items confiscated. Commerce is almost at a standstill as nobody wants to use their vehicles with the risk of getting them confiscated. Jeeps registered with their present owners as far back as 1954 have been taken with the pretext that they are ex Katgend. The delivery of meat and milk has almost stopped and the Lubilash cotton company has closed down. The population is irritated and increasingly anti ANC. The 20. ANC Bn is nervous and the situation can easily lead to abnormal reactions on both sides.

3. The self-styled district commissioner of Haut-Lomami, Ilunga Kabungwe Anatole, recently deposed the paramount chief Mutombo Mukulu of Kaniama, as previously reported. This move is according to reliable sources entirely unlawful. It has now been crowned by the appointment of a new paramount chief CSHICLAYI WILFRID of the subtribe BENE KABEZA. The old chief Mikombe Charles is in Kaminaville, without his car, which has been taken from him. He now intends to fly to Elisabethville to put his case before Mr Ileo. Any result can hardly be expected, judging from earlier experience in a similar case.

4. With reference to Mil Info Leo Dissemination of Information of 14 September para 15 regarding corruption amongst the Albertville police. This might be the reason why the Belgian police adviser in Kaniama has been notified he will be transferred to Albertville as adviser to the Inspector General of the ~~North~~ Katanga Police. Any date for his transfer has not yet been given.

5. Regarding the crowning of Mwata Yamvo of the Lunda on 6 September. He returned to his village Musumba GR 22650831 on 9 September preceeded by two Katangese flags. His intention is to arrange an official reception in the near future at which inter alia representatives of the consular corps in Elisabethville have announced their intention to be present.

6. Jacques Tshombe, younger brother of the ex president, died on 6 September in Elisabethville. His corpse was flown to Sandoa the day after by Air Congo and buried on 10 September in a rather advanced stage of putrification judging from its odiferous sensations.

7. Game scouts in the Upemba Game park GR 26-09 report the chief game warden Mr MARCEL CARION has been arrested by the ANC. He was transporting congolese park personnel from Lusinga game lodge GR 27220893 to the park camp at Kayo GR 26050988 by truck and apprehended by ANC somewhere between Lusinga and Jadotville. They accused him of being a mercenary transporting ex Katgends (the game scouts are uniformed). The incident should have occured around 1 September and the report was received by this HQ on 13 Sept.

8. The traffic intensity from Kapanga towards Sandoa, Dilolo and Kasaji GR 23451037 is quite lively, in spite of the miserable road conditions. The traffic to the Kasai province is very slight mainly due to the not very friendly relations with the more primitive tribes in SW Kasai.

9. Many schools in the Sector did not start a new term on 15 September as scheduled. The teachers have in most cases not been paid for months and have either left or refuse to recommence work.

P O L I T I C A L

10. The government in the Lualaba province seems to mainly concern itselves with the Chokwe tribe. The Lundas feel worried about this, particularly in the tribally mixed areas. (see recent reports from Sector D about the Chokwes).

A N C

11. 20. ANC Bn has not received their pay since July. They are more than ever agitated by the rumours of a secret army and the hostile atmosphere of many of the population towards them.

12. 35. ANC C.R. with families arrived on 14 September at Kaminaville by train from Port Francqui.

SECRET ARMY

13. Ever since the end of the Katangese secession rumours have circulated about the Katangese Gendarmerie having gone underground. Sector Kamina has from this point up till now been fairly quiet. Lately, however, these rumours have increased markedly. Any real facts have not been obtainable though.

14. Each ex soldier of paramount chiefs Kasongo Niembo in Kamina and Mutombo Mukulu in Kaniama, willing to join the secret army, is said to get an advance of CF 5000.

15. Another rumour says that when the UN troops have pulled out of the Congo all exgendarmes will gather in the Kolwezi area, to be equipped. From there they will start throwing ANC out of Katanga. Any rumours of hidden dumps of equipment in this connection have not been heard.

Many of these current but unproved statements should rather be regarded as wishful thinking more than anything else.

MERCENARIES

16. A B-3 information indicates that during the past few weeks 300 foreign technicians have arrived in Katanga. Half the number are claimed to be disguised mercenaries. HQ Kat Area are now checking this with the immigration authorities.

BRIDGES

17. Road traffic from Kamina to Sandoa over Kafakumba GR 23770967 is closed for estimated two months. A Bailey bridge is to be constructed at Kafakumba over river Lueo to replace the temporary wooden bridge there.

18. Another bridge under reconstruction along the same route is the one at Kwanda GR 24150955.

O Hederen

O Hederen col
CO Sector Kamina

E Borg

E Borg capt
C Mil Info

Distribution:

1 - 4	Mil Info Branch ONUC LEO
5	KAT AREA ELI
6	SECTOR KAMINA
7	SECTOR D KOLWEZI
8	SECTOR E JADOTVILLE
9-10	I b, SWED BN
11	S 2 CONG BN
12	AIR BASE COMMANDER

Mr. Jackman

CR. 100 (8-57)

TELEPHONE MESSAGE

Date _____

For _____

From _____

Their Ext. _____ Time Rec'd _____

" Phone No. _____

Will call again [ ] Return call [ ]

Remarks: _____

_____

_____

_____

_____

Kamina

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Kamina Base

14 September, 1963

S E C R E T

To : Mr. M. Dorsinville, Officer in Charge, ONUC, Leopoldville

From : J. Postma, Base Administrator, Kamina

Subject : Political situation in Sector Kamina

With reference to my Weekly Report No. 20, I enclose a copy of a letter from CO, Sector Kamina to the Force Commander, HQ, ONUC, Leopoldville dated 7 September, 1963 about the activities of the 20 ANC Bn, and extracts from a report of a long range patrol to Kabongo dated 27 August, 1963 in which a description is given of the relations between the Congolese administration of Kabongo, 22 ANC Bn and ONUC and the ideas of the 22 ANC Bn about the 20 ANC Bn.

With reference to my Weekly Reports Nos. 19 and 20, as far as actions of the self-styled District Commissioner of Haut-Lomami, Ilunga Anatole, who is now operating without any legal authority at Kaniama, are concerned, we enclose a copy of his decision no. 963/63/1.

c.c. CO Sector Kamina

S E C R E T

Copy of CONFIDENTIAL letter dated 7 September, 1963

" To : Force Commander, HQ, ONUC, Leopoldville

From : CO, Sector Kamina

Subject : 20 ANC Bn taking cars in Kaminaville

On Thursday 5 September it was reported that 20 ANC Bn had started a search for ex gendarmes vehicles in Kaminaville. Al jeeps, Landrovers and Renault vehicles as well as vehicles with a greenish paint were confiscated. Altogether 20 to 25 vehicles were taken of which 5 from Kasongo Niembo and the ambulance from the civilian hospital.

A couple of weeks ago Major Demole had asked the officiating sector commander about authorization to control vehicles in Kaminaville. He was answered that this was a police matter and the the UN could do nothing in that case. Now major Demole says that he got authorization from Sector "C".

When Prime Minister Adoula passed Kaminaville on 3 September in the evening, he praised in a speech inter alia the loyalty of Kasongo Niembo. It then seems most remarkable that major Demole after this speech take these cars from Kasongo Niembo. He also took arms from Kasongo Niembo's bodyguard. This bodyguard was armed by General Mobuto personally.

When I got in contact with major Demole he explained that he was going to examine the state of the vehicles and then return them if they were not ex gendarme property. This would take 2 to 3 days. The arms he should return to Kasongo Niembo. In the afternoon of the same day he declared that Kasongo Niembo's cars were ex gendarme cars, without what I understand having done any examination. In the evening one company was drawn up fully equipped for active service and the taken vehicles were filled up. On demand what was going on there was no answer. In the evening probably 5 Landrovers left with troops.

According to an unconfirmed report ANC soldiers have in a farm taken radio, arms, clothes and shot four oxen.

As we have an agreement that operations shall be executed with mixed units I sent a platoon to Kaminaville to be ready to join such a unit. On Friday I met a special commissary, Mudiai Oscar, he has sent a telegram to the Central Government with the request that an investigations-commission should be sent to Kaminaville to clear out what really has happened. He seemed not to be satisfied with the way the 20 Bn had acted. Their behaviour in this case has not contributed to create confidence in ANC, instead agitation and uneasiness have arised among the population.

We also discussed how to get better discipline and I told him that as long as the UN has no control over this battalion it will be very difficult to eliminate such incidents. The commissary did not seem to be unfamiliar with the idea to get to an agreement that would imply that the UN should get full operative control over the units of the Sector."

Extract from a report dated 27 August, 1963

"Report from long range patrol to KABONGO

A. GENERAL

The patrol, consisting of 2. coy (somewhat reduced), 21 men from 13 ANC Bn and reduced aidstation, left KALUNGA 220600 and arrived at KABONGO 221500.

...

The cooperation with C 22. ANC Bn capt MULALA and with the district administrator ILUNGA KABONGWE ANATOLE was excellent. Both expressed their appreciation for the ONUC visit and were sorry it was too short to give better result.

B. CONDITIONS IN THE KABONGO AREA

Capt MULULA and the district adm ILUNGA KABONGWE described partly together partly one by one the conditions in the area.
In connection with the combats and the Baluba Jeunesse activity a great deal of damage had been done in the district. Most of the population had been evacuated. The arrival of the 20 ANC Bn had not ameliorated the conditions but instead caused new evacuations.

When the 22 ANC Bn had arrived close collaboration had started between the bn, the civil adm and the civil police. The collaboration had resulted in that most of the population had returned. Intensive activity in building was going on to restore destroyed homes, order was re-established and there were no more activity of Baluba Jeunesse or armed ganga. However the conditions were still difficult.

...

C. 22 ANC BN

The 22 ANC Bn seemed to be well disciplined and to keep good order.

...

D. PERSONAL INFORMATIONS

According to capt MULULA the commander of the 20 ANC Bn, Major DEMOLE is to be courtmartialled for order-breaking and inappropriatness in both KABONGO and KAMINAVILLE. He considered the 20 ANC Bn very much undisciplined and being able by their activities, arms search, mistreatment of people, unlawful confiscating of weapons and vehicles etc, to create agitations among the population.

... "